Les heures les plus sombres de Calais.

Article rédigé par *Liberté politique*, le *12 février 2016*

Dans sa grande mansuétude, le gouvernement socialiste autorisait, à la mi-janvier, une manifestation de migrants, occupant dans Calais, et dans la plus totale illégalité, des zones devenues de non-droit. Les migrants étaient encadrés par des forces d'extrême gauche, bien décidées à en découdre. De façon attendue, la manifestation s'avéra violente, des habitants de la ville étant même attaqués à l'intérieur de leur propriété privée.



Le scénario bien rôdé de ce genre d'événement ne révéla aucune surprise. Les forces de l'ordre firent preuve, comme à l'accoutumée dans ce genre de manifestation, d'une remarquable discrétion, et n'hésitèrent pas à reculer et fuir lorsque des groupes éparses de manifestants s'approchaient d'elles. Les manifestants, aussi violents que haineux, ne furent guère inquiétés, alors que des calaisiens, essayant de se protéger, furent placés en garde à vue. Le soir de ce tumulte ordinaire, chacun pouvait dormir dans l'angoisse : le désordre républicain était rétabli, et régnait sur Calais.

Une manifestation de calaisiens excédés était programmée pour le 6 février dernier. De façon naturelle, le gouvernement socialiste interdit cette manifestation : seuls les migrants et les gauchistes avaient le droit légitime de s'exprimer dans les rues de ce qui était désormais « leur ville ». Plusieurs centaines d'habitants bravèrent cette interdiction, soutenus par le général Piquemal, ancien patron de la Légion étrangère.

De façon très logique, la manifestation fut réprimée avec violence, le général étant mis en garde à vue : les forces de l'ordre ne courant aucun risque, puisque l'attroupement était particulièrement pacifique, elles pouvaient montrer leur irrésistible puissance. Elles le firent sans ménagement, comme du temps des grandes manifestations contre la loi Taubira : la force exprimée par les faibles est souvent violente.

Les témoignages recueillis auprès des calaisiens par des journalistes présents furent accablants : une population tout entière est prise en otage par une politique migratoire désordonnée, qui autorise tous les abus ; les maisons et appartements perdent toute valeur ; les commerçants voient leur chiffre d'affaires s'effondrer ; les poids-lourds sont dévalisés en périphérie de Calais ; les agressions contre les Calaisiens sont quotidiennes, de jour comme de nuit ; les forces de police sont totalement débordées, et répriment prioritairement ceux qui résistent etc.

Les calaisiens vivent, à n'en pas douter, les heures les plus sombres de leur histoire récente. L'indifférence de leurs compatriotes à leur situation est consternante. Le système politico-médiatique ne s'intéresse qu'à l'accueil des migrants, dont Frontex vient de souligner que les trois quarts d'entre eux n'ont aucune raison objective de migrer, et méprise ces provinciaux de seconde zone qui vivent dans l'angoisse et la peur quotidienne. Au moment où, partout, fleurissent des discours sur la compassion et la charité, les mettre en œuvre pour les calaisiens serait une belle action.